

## CE MONDE QUI BOUGE

## RETOUR SUR LE PRÉDICATEUR

WASSIM YOUSSEF

## Cet ami qui veut du bien aux Algériens

Beaucoup de choses ont été dites sur ce prédicateur émirati qui a effectué une visite en Algérie le 16 mars dernier à l'invitation de la chaîne Ennahar tv. Accueilli comme une star, Wassim Youssef, d'origine jordanienne, officiant à la mosquée Cheikh-Zayed d'Abu Dhabi, la plus grande du pays, a de la prestance, sait manier le verbe et passe pour un islamiste modéré.

Par Hassane Zerrouky  
hzerrouky@hotmail.com

Au service des autorités émiraties, Wassim Youssef appartient à ce courant salafiste piétiste qui prône l'obéissance au pouvoir politique et préfère se concentrer sur la prédication. D'où ses critiques envers ceux qui prônent et soutiennent le djihad dans les pays arabes — il a fait marche arrière depuis — ses condamnations des Frères musulmans dont plusieurs des membres ont été embastillés par le régime émirati et de l'opposition émiratie appelant à la libéralisation politique et à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.

Wassim Youssef, aux convictions bien ancrées, est-il le modèle de religieux dit modéré qu'on cherche à vendre aux Algériens pour contrer les Hamadache et autres ténors de l'obscurantisme religieux rétrograde, en cette période de crise financière et de tensions aux frontières du pays. Alors, le prédicateur émirati est-il contre le port du niqab et du djelbab pour les femmes et pour l'interdiction de la polygamie ? Ce qui est sûr, c'est qu'il n'hésite pas à signifier aux femmes certaines limites : ainsi lors d'une de ses interventions télévisées, il leur a formellement interdit de regarder les matchs de catch masculin, jugés obscènes pour la gent féminine !

Et n'eussent été les vives protestations des artistes et des intellectuels algériens — «il n'y aura pas de prédication à l'Opéra», avait déclaré son directeur, le compositeur Nouredine Saoudi — le prédicateur émirati aurait pu animer sa conférence au nouvel Opéra d'Alger, ce joyau architectural construit par les Chinois. Et on aurait ainsi assisté au détournement d'un lieu d'art et de culture à des fins religieuses.

Certes, les salafistes algériens ont tiré à boulets rouges sur le «traître» Wassim, pour avoir déclamé devant un auditoire conquis, rassemblé au Palais de la culture d'Alger, les paroles de «Kassaman», l'hymne national algérien. Et il est vrai que «Kassaman» est un hymne national patriotique où la référence au religieux est quasiment absente. Il en est de même de l'autre hymne de la guerre de Libération, «Min Djibalina» («De nos montagnes s'élève la voix des hommes libres...»), le chant des combattants de l'ALN/FLN... Mais, ça ne change rien au fond, ça prouve seulement que le personnage est capable de s'accommoder de la situation pour faire passer son message.

Dès lors, pourquoi a-t-on invité un ressortissant d'un pays, les Emirats, impliqué militairement dans la guerre en Syrie, membre de surcroît de la coalition arabe menée par Riyad, en train d'écraser le Yémen sous les bombes, actes qu'il ne condamne pas ? Certainement pas pour soustraire la jeunesse algérienne au salafisme car selon les services occidentaux, le taux des Algériens (à peine un peu plus de la centaine) dans les rangs de Daesh est le plus faible des pays arabes. Mais pour la maintenir sous l'influence de cet islam prônant l'obéissance aux autorités à l'instar de ce qui se fait dans les Emirats arabes unis.

En effet, si le but de cette invitation est de contrer le salafisme prônant la violence, pourquoi n'invite-t-on pas Soheib Bencheikh et ne lui réserve-t-on pas le même accueil médiatique : il est algérien, diplômé de l'Institut des sciences islamiques d'Alger et de l'Université d'Al-Azhar au Caire, il a été imam à Marseille, et n'a cessé, en dépit du boycott des médias français, de dévoiler les dessous de la matrice idéologique du terrorisme islamiste et de plaider pour un Islam des lumières ? Qui plus est, Soheib Bencheikh, né à Djeddah (son père était ambassadeur d'Algérie en Arabie Saoudite), en connaît un rayon sur les méfaits du wahhabisme. Pourquoi ne pas inviter son frère Ghaleb Bencheikh, théologien et docteur en physique ? Il est vrai que ce dernier, lors d'un débat au siège de l'Unesco à Paris, face à Tariq Ramadan, a démonté les thèses de ce dernier, l'accusant de soutenir la lapidation et le port du voile qui «enlaidit la beauté de ce que Dieu a fait». Ce qui n'a pas empêché de grands médias français — je vous laisse deviner — de continuer à donner la parole à Tariq Ramadan.

H. Z.

## ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU FONDS INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

## Le Maroc s'oppose au candidat de l'Union africaine

*Le Maroc n'est pas près d'accepter l'application des décisions de l'Union africaine. Le comportement de cet Etat lors de l'élection du nouveau président du Fonds international pour le développement agricole démontre qu'il refuse de se conformer pleinement à son statut de membre de l'organisation continentale.*

Les 14 et 15 février 2017 se déroulaient à Rome la 40<sup>e</sup> session du Conseil des gouverneurs, la plus haute instance du Fonds international pour le développement agricole. Les membres de ce Conseil étaient réunis pour élire le nouveau président du Fida. Les pays africains avaient un candidat : Gilbert Fossoum Hounbo, ancien ministre togolais.

Sa candidature avait été approuvée par l'Union africaine lors du 27<sup>e</sup> Sommet de l'UA qui s'était déroulé à Kigali en juillet 2016. La Suisse, la République dominicaine, le Mexique, l'Indonésie, l'Italie et la Turquie ont également présenté des candidats. Mais

Gilbert Fossoum Hounbo doit aussi affronter une prétendante, pourtant du même continent que lui : la Marocaine Ismahane Elouafi.

La logique aurait voulu que le Maroc ne présente pas de candidat puisqu'il était désormais membre à part entière de l'Union africaine. Son adhésion officielle à l'UA avait été entérinée à peine quinze jours avant la tenue à Rome de la 40<sup>e</sup> session du Conseil des gouverneurs du Fida. Lors du premier tour du scrutin, le candidat togolais arrive premier avec 39,9% des voix tandis que la Marocaine est arrivée à l'avant-dernière position avec à peine 5% des voix. Seuls trois pays restent en lice pour

Gilbert Fossoum Hounbo a été élu 6<sup>e</sup> président du FIDA.

le second tour, le Togo, l'Italie et l'Indonésie. Les autres Etats se retirent et apportent leur soutien à un des trois candidats restants... à l'exception du Maroc. Ce dernier opte pour un «retrait neutre». Il refuse d'accorder son soutien au Togolais, violant, pour la seconde fois consécutive, les principes de solidarité de l'UA. Une décision qui a provoqué incompréhension et

colère au sein des délégations africaines.

Pour ce premier grand événement international en qualité de membre de l'Union africaine, il était attendu que le Maroc fasse preuve de discipline et de solidarité. Il n'en fut rien, le Maroc reste braqué dans sa logique «makhzenienne» qui consiste à imposer ses choix politiques à la majorité.

T. H.

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## Les chercheurs permanents veulent un statut unique

*«Il y a des avancées spectaculaires de nos chercheurs, des maîtrises de la technologie, surtout dans le domaine du renouvelable, la soudure, la mécanique..., seulement on ne sait pas commercialiser. Il y a absence d'interface entre la recherche et les secteurs socioéconomiques. L'Agence nationale de valorisation des travaux de recherche n'a rien valorisé, d'ailleurs, cette agence a été dissoute car en 15 ans, elle n'a pas produit l'effet escompté. On a disloqué l'agence et chargé l'ensemble des centres de recherches chacun en ce qui le concerne de l'activité de valorisation», a déclaré hier M. S. Zoghbi, le secrétaire général du SNCP.*

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Autre élément et pas des moindres qui devrait redynamiser le secteur de la recherche consiste, dira notre interlocuteur, en la signature de la loi de la recherche scientifique qui a prévu 27 décrets exécutifs. «Malheureusement, les 27 décrets n'ont pas été signés, une fois à cause du calendrier du gouvernement, puis les élections, la réforme constitutionnelle... Le calendrier politique du gouvernement l'a fait retarder. Je pense que durant cet été, ça va se dégager et la loi deviendra applicable», espère-t-il.

Le secteur de la recherche est, selon les concernés, de plus en plus fragilisé, en atteste le nombre de chercheurs permanents qui, au lieu de quadrupler - il était de l'ordre de 2 700 en 1998 - se retrouve réduit actuellement à pas plus de 2 500 chercheurs. Un constat débattu hier à Oran, lors d'une journée d'étude sur la restructuration du secteur de la recherche, les statuts des personnels et l'action sociale (œuvres sociales et mutuelle), organisée par le Syndicat national des chercheurs permanents (SNCP).

Il ne s'agit pas d'améliorer les salaires et les conditions de travail, mais surtout d'améliorer l'environnement social pour assurer la stabilité du chercheur, a tenu à préciser M. S. Zoghbi, le secrétaire général du SNCP. «Le grand défi auquel fait face le chercheur, c'est bien la fragilité du nombre des chercheurs en comparaison avec les défis auxquels fait face l'Algérie. L'effectif est le talon d'Achille du secteur de la recherche. Nous avons investi dans

le domaine des infrastructures, de la réglementation, durant ces dix dernières années, l'Etat a accordé des moyens financiers énormes, reste à ce qu'on s'organise pour une meilleure utilisation de ces moyens pour un meilleur résultat.»

Pour les conférenciers, les centres et unités de recherche se sont transformés en «centres de transit» vers l'université à cause, disent-ils, «des avantages octroyés aux enseignants chercheurs par rapport aux chercheurs». En somme, il est clairement reproché un traitement inéquitable entre les chercheurs et les enseignants chercheurs que ce soit au niveau du parcours professionnel, l'évolution des grades, les congés, l'accès au logement... D'où l'impératif pour les chercheurs d'éliminer les disparités entre ces deux corps, «tout en maintenant la spécificité de chaque corps».

La rencontre en question vise justement à proposer «dans le cadre du travail d'une commission mixte portant sur la révision du statut du chercheur permanent, les mécanismes de complémentarité en vue de les mettre en œuvre et de définir l'intérêt commun entre la recherche et l'université».

La restructuration et la réorganisation du secteur de la recherche sont plus que nécessaires, car elles constituent, dira M. Zoghbi, un véritable frein à la contribution véritable au développement économique et social national. Une collaboration qui permet également le financement des recherches au vu des restrictions qui s'imposent à tous les secteurs de l'Etat.

La recherche ne fait pas exception et encore moins en restant en retrait et en ne communiquant pas les exploits de certaines recherches qui pourraient lui apporter bon nombre de collaborations et donc de financements.

Intervenant lors de cette journée d'étude, M. Telli Achour, secrétaire général de l'UGTA Sonelgaz, dira dans ce sens : «Les entreprises algériennes n'ont pas cette culture d'échange et de recourir aux travaux des chercheurs algériens afin de développer leurs sociétés et de bénéficier des résultats de recherches leur permettant d'aller loin. Il en va de même pour le chercheur, il devrait dès lors se rapprocher de ces entreprises et leur faire savoir qu'avec ces recherches, il peut améliorer leur chiffre d'affaires.»

Durant cette rencontre, l'appel était pressant afin de revoir la méthode de recherche et «faire appel aux services de vulgarisation internes aux centres et unités de recherche que prévoient les statuts, pour faire connaître leurs produits (résultats des recherches) auprès des secteurs utilisateurs».

A l'issue de son intervention, le secrétaire général du SNCP nous a expliqué que le secteur de la recherche n'échappe, certes, pas aux restrictions budgétaires face à la situation économique en général, mais cela n'empêche pas, dit-il, «qu'il existe des solutions, à leur tête, mettre un terme aux dépenses inutiles au niveau des universités. Il faut rationaliser les dépenses et mutualiser les moyens entre les universités par des échanges et des moyens communs».

Il indiquera qu'il faut que les gens apprennent à réaliser des travaux ayant des résultats concrets et concurrentiels entre eux afin que le meilleur puisse bénéficier de financements. «La preuve après l'opération d'audition des 1 600 laboratoires de recherches universitaires, il y a eu la fermeture de quelque 10% de laboratoires parce qu'ils ont trouvé qu'ils n'avaient rien produit, et l'année prochaine, il va y avoir une autre audition où il y aura un autre tri», dira M. Zoghbi.

A. B.